

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2007 — 4178

[2007/203152]

## 4 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la prime à la vache allaitante

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 5 février 1999 et par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001 et du 12 août 2003;

Vu le règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine;

Vu le règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine et abrogeant le règlement (CE) n° 820/97 du Conseil;

Vu le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 14521/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001;

Vu le règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

Vu le règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 en ce qui concerne les régimes d'aide prévus aux titres IV et IVbis dudit règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'urgence;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 24 juillet 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 août 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 octobre 2007;

Considérant que les nouvelles modalités d'octroi aux agriculteurs de droits à la prime à la vache allaitante s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007;

Considérant que les agriculteurs doivent être informés au plus tôt de ces modalités;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux agriculteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Considérant l'arrêté royal du 8 août 1997 relatif à l'identification, l'enregistrement et aux modalités d'application de l'épidémiologie-surveillance des bovins, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 10 avril 2000;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 125 du règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 une prime à la vache allaitante est accordée aux agriculteurs qui remplissent les conditions requises.

Pour l'application du présent arrêté on entend par :

"agriculteur", "activité agricole", "exploitation", "unité de production", "gestion autonome", "zone", "administration" et "Ministre", les définitions visées à l'article 1<sup>er</sup>, points 1° à 5°, 18°, 20° et 21°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune.

En outre, on entend par :

"fonds des droits à la prime à la vache allaitante" : le système utilisé par l'administration pour gérer les transferts des droits à la prime à la vache allaitante entre agriculteurs.

## CHAPITRE II. — Prime à la vache allaitante

**Art. 2.** En application de l'article 125, § 2, point b), du règlement (CE) n° 1782/2003, le Ministre peut décider de changer ou de ne pas appliquer la limitation à 120 000 kilogrammes de la quantité de référence individuelle totale de lait ou de produits laitiers.

§ 2. En application de l'article 125, § 5, du règlement (CE) n° 1782/2003, une prime complémentaire de 50 EUR par vache allaitante éligible peut être octroyée aux agriculteurs.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 128, § 1<sup>er</sup>, du règlement (CE) n° 1782/2003, le Ministre fixe les années pour lesquelles les droits à la prime à la vache allaitante en provenance de la réserve sont redistribués.

§ 2. En application de l'article 128, § 3, du règlement (CE) n° 1782/2003, le Ministre détermine les catégories d'agriculteurs qui peuvent obtenir des droits à la prime à la vache allaitante de la réserve.

§ 3. En application de l'article 108, § 4, du règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004, le Ministre communique le pourcentage minimal d'utilisation des droits à la prime à la vache allaitante.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. En cas de transfert d'une exploitation à un autre agriculteur par succession, en vertu d'un acte translatif ou déclaratif de propriété ou d'usufruit d'immeuble ainsi que d'un acte portant bail, sous-bail ou cession de bail, et en cas de mise en commun d'exploitation par deux ou plusieurs agriculteurs, l'agriculteur qui n'a pas déjà demandé, conformément à l'article 5, la prime à la vache allaitante pour l'année en cours, peut transférer, à un autre agriculteur, tous ses droits à la prime sans retenue pour la réserve.

§ 2. Dans des situations autres que celles visées au § 1<sup>er</sup>, l'agriculteur peut transférer partiellement ou totalement ses droits à la prime à la vache allaitante à d'autres agriculteurs si les conditions suivantes sont satisfaites :

1° le transfert doit s'effectuer entre agriculteurs de la même zone;

2° le transfert doit s'effectuer par l'intermédiaire du fonds des droits à la prime à la vache allaitante.

§ 3. En de cas de transfert visé au § 2, un pourcentage des droits à transférer, fixé par le Ministre, est retenu pour la réserve, conformément à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, du règlement (CE) n° 1782/2003.

§ 4. Le Ministre détermine les catégories d'agriculteurs qui peuvent entrer en ligne de compte pour obtenir la réallocation du fonds des droits à la prime à la vache allaitante.

§ 5. Le Ministre définit les conditions et les modalités des transferts et cessions visées aux § 1<sup>er</sup> et § 2.

**Art. 5.** Le Ministre arrête les modalités de demande et de l'octroi de la prime à la vache allaitante.

#### CHAPITRE III. — *Dispositions générales*

**Art. 6.** L'administration est chargée du paiement des primes ainsi que du recouvrement des primes indûment payées.

**Art. 7.** Les infractions au présent arrêté et à ses arrêtés d'exécution sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté et à ses arrêtés d'exécution peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975. Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

**Art. 8.** Toute infraction relative à l'utilisation ou à la détention illégale de substances ou de produits non autorisés par la réglementation communautaire dans le secteur vétérinaire, au sens de l'article 140, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du règlement (CE) n° 1782/2003, est sanctionnée conformément à l'article 129 du règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004.

En cas de non conformité aux obligations, normes ou exigences de la conditionnalité ou en cas de certaines irrégularités en matière de références de soutien direct, des pénalités sont appliquées conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune.

**Art. 9.** Sous peine de forclusion, tout recours contre les décisions prises doit être introduit, sous peine de nullité, par lettre recommandée auprès de l'administration dans le mois qui suit la communication de la décision.

L'introduction d'un recours n'a aucune influence sur la suspension d'une éventuelle demande de remboursement des montants indûment payés.

**Art. 10.** L'inspecteur général de la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux primes et paiements prévus par le présent arrêté.

**Art. 11.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes est abrogé.

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 13.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 octobre 2007.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4178

[2007/203152]

#### 4. OKTOBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der Mutterkuhprämie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 5. Februar 1999 und den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisation der durch die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlichen Bestimmungen;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert insbesondere durch die Gesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2001 und vom 12. August 2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1760/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Juli 2000 zur Einführung eines Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Rindern und über die Etikettierung von Rindfleisch und Rindfleischerzeugnissen sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 820/97 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und *IVbis* der besagten Verordnung und der Verwendung von Stilllegungsflächen für die Erzeugung von Rohstoffen;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Aufgrund der am 24. Juli 2007 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 9. August 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 4. Oktober 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

In der Erwägung, dass die neuen Modalitäten für die Gewährung von Ansprüchen auf die Mutterkuhprämie an die Landwirte ab dem 1. Januar 2007 anwendbar sind;

In der Erwägung, dass die Landwirte so schnell wie möglich von diesen Modalitäten in Kenntnis zu setzen sind;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Landwirte oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 8. August 1997 über die Identifizierung, die Registrierung und die Modalitäten für die Anwendung der epidemiologischen Überwachung von Rindern, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 10. April 2000;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1** - In Anwendung von Artikel 125 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 wird den Landwirten, die die erforderlichen Bedingungen erfüllen, eine Mutterkuhprämie gewährt.

Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

"Landwirt", "landwirtschaftliche Tätigkeit", "Betrieb", "Produktionseinheit", "autonome Führung", "Zone", "Verwaltung" und "Minister": es gelten die Begriffsbestimmungen nach Art. 1, 1<sup>o</sup> bis 5<sup>o</sup>, 18<sup>o</sup>, 20<sup>o</sup> und 21<sup>o</sup> des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik.

Zudem versteht man unter:

"Prämienfonds für Mutterkuhprämien": das von der Verwaltung benutzte System zur Behandlung der Übertragungen von Ansprüchen auf die Mutterkuhprämie zwischen Landwirten.

#### KAPITEL II — *Mutterkuhprämie*

**Art. 2** - § 1. In Anwendung von Artikel 125, § 2, Buchstabe *b*) der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 kann der Minister beschließen, die Einschränkung der gesamten individuellen Referenzmenge für Milch oder Milcherzeugnisse auf 120 000 Kilogramm zu ändern oder nicht anzuwenden.

§ 2. In Anwendung von Artikel 125 § 5 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 kann den Landwirten eine zusätzliche Prämie in Höhe von 50 EUR pro beihilfefähige Mutterkuh gewährt werden.

**Art. 3** - In Anwendung von Artikel 128 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 legt der Minister die Jahre fest, für die die Ansprüche auf die Mutterkuhprämie aus der Reserve wiederverteilt werden.

§ 2. In Anwendung von Artikel 128 § 3 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 legt der Minister die Kategorien von Landwirten fest, die Ansprüche auf die Mutterkuhprämie aus der Reserve erhalten können.

§ 3. In Anwendung von Artikel 108 § 4 der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 teilt der Minister den Mindestprozentsatz für die Nutzung der Ansprüche auf die Mutterkuhprämie mit.

**Art. 4** - § 1. Im Falle einer Übertragung des Betriebs auf einen anderen Landwirt durch Erbschaft, aufgrund einer Akte in Sachen Eigentumsübertragung oder Eigentumserklärung oder einer Nutznießungsakte einer Immobilie sowie eines Aktes über einen Mietvertrag, einen Untermietvertrag oder eine Abtretung des Mietvertrags, und im Falle einer Zusammenlegung von Betrieben durch zwei oder mehrere Landwirte, kann der Landwirt, der gemäß Artikel 5 die Mutterkuhprämie für das laufende Jahr nicht schon beantragt hat, seine gesamten Prämienansprüche auf einen anderen Landwirt übertragen, ohne dass eine Einbehaltung für die nationale Reserve getätigt wird.

§ 2. In den anderen Fällen als dem in § 1 erwähnten Fall kann der Landwirt seine Ansprüche auf die Mutterkuhprämie teilweise oder vollständig auf andere Landwirte übertragen, wenn folgenden Bedingungen genügt wird:

1° die Übertragung muss unter Landwirten derselben Zone stattfinden;

2° die Übertragung muss mittels des Prämienfonds für Mutterkuhprämien vorgenommen werden.

§ 3. Im Falle einer Übertragung im Sinne von § 2 wird ein vom Minister festgelegter Prozentsatz der zu übertragenden Ansprüche für die Reserve einbehalten, in Übereinstimmung mit Artikel 127 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003.

§ 4. Der Minister legt die Kategorien von Landwirten fest, die berücksichtigt werden können, um in den Genuss der Neuzuteilung des Prämienfonds für Mutterkuhprämien zu gelangen.

§ 5. Der Minister bestimmt die Bedingungen und Modalitäten für die Übertragungen und Abtretungen im Sinne von § 1 und § 2.

**Art. 5** - Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Beantragung und Gewährung der Mutterkuhprämie.

#### KAPITEL III — *Allgemeine Bestimmungen*

**Art. 6** - Die Verwaltung ist mit der Zahlung der Prämien sowie mit der Beitreibung der irrigerweise getätigten Zahlungen beauftragt.

**Art. 7** - Verstöße gegen den vorliegenden Erlass und dessen Durchführungserlasse werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Die Verstöße gegen den vorliegenden Erlass können in Übereinstimmung mit Art. 8 des vorgenannten Gesetzes vom 28. März 1975 Gegenstand einer Ordnungsstrafe sein. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, wird als zuständiger Beamter bezeichnet, um die Handlungen durchzuführen und die Beschlüsse zu fassen, die die im ersten Absatz erwähnten Ordnungsstrafen betreffen.

**Art. 8** - Verstöße in Zusammenhang mit der illegalen Benutzung oder dem illegalen Besitz von kraft der gemeinschaftlichen Bestimmungen im Veterinärbereich nicht erlaubten Stoffen oder Erzeugnissen im Sinne von Artikel 140 § 1 Absatz 2 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 werden in Übereinstimmung mit Artikel 129 der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 geahndet.

Im Falle der Nichteinhaltung der Verpflichtungen, Normen oder Anforderungen der Cross-Compliance oder im Falle bestimmter Regelwidrigkeiten im Bereich der Direktstützungsregelungen werden Geldstrafen in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Region vom 22. Juni 2006 zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehene Cross-Compliance angewandt.

**Art. 9** - Bei Strafe von Verfall muss jeglicher Einspruch gegen die gefassten Beschlüsse unter Gefahr der Nichtigkeit per innerhalb des Monats nach der Mitteilung des besagten Beschlusses an die Verwaltung gerichtetes Einschreiben eingereicht werden.

Die Einreichung eines Einspruches hat keinen Einfluss auf die Aufhebung eines eventuellen Antrags auf Rückzahlung der irrigerweise überwiesenen Beträge.

**Art. 10** - Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, ist bevollmächtigt, um die Ausgaben bezüglich der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Prämien und Zahlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

**Art. 11** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 12** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2007 wirksam.

**Art. 13** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Oktober 2007

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4178

[2007/203152]

#### 4 OKTOBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de zoogkoeienpremie

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 5 februari 1999 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, meer bepaald gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 12 augustus 2003;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1760/2000 van het Europees Parlement en de Raad van 17 juli 2000 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen en inzake de etikettering van rundvlees en rundvleesproducten en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 820/97 van de Raad;



Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001;

Gelet op verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 met betrekking tot de bij de titels IV en IV bis van die verordening ingestelde steunregelingen en het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 24 juli 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 augustus 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 oktober 2007;

Overwegende dat de nieuwe regels voor de toekenning aan de producenten van rechten op de zoogkoeienpremie gelden vanaf 1 januari 2007;

Overwegende dat de producenten zo spoedig mogelijk over die modaliteiten ingelicht dienen te worden;

Overwegende dat er in boetes voorzien is in geval van niet-naleving van de termijnen die bij de Europese regelgeving opgelegd zijn om de betrokken steun te storten aan de landbouwers of bij vertraging in de tenuitvoerlegging van de betrokken regelgevingen of bij slechte uitvoering;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 betreffende de identificatie, de registratie en de toepassingsmodaliteiten voor de epidemiologische bewaking van de runderen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 2000;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Overeenkomstig artikel 125 van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 wordt er een zoogkoeienpremie verleend aan de landbouwers die de vereiste voorwaarden vervullen.

Voor de toepassing van dit besluit worden onder :

“landbouwer”, “landbouwactiviteit”, “bedrijf”, “productie-eenheid”, “zelfstandig beheer”, “zone”, “bestuur” en “Minister” de begripsomschrijvingen verstaan van artikel 1, punten 1<sup>o</sup> tot 5<sup>o</sup>, 18<sup>o</sup>, 20<sup>o</sup> en 21<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

Daarnaast wordt verstaan onder :

“fonds voor de rechten op de zoogkoeienpremie” : het systeem dat het bestuur gebruikt om de overdrachten van rechten op de zoogkoeienpremie tussen landbouwers te beheren.

#### HOOFDSTUK II. — *Zoogkoeienpremie*

**Art. 2.** § 1. Overeenkomstig artikel 125, § 2, punt *b*), van verordening (EG) nr. 1782/2003 kan de minister beslissen om de beperking tot 120 000 kilogram van de totale individuele referentiehoeveelheid melk of zuivelproducten te veranderen of niet toe te passen.

§ 2. Overeenkomstig artikel 125, § 5, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 kan er per in aanmerking komende zoogkoe een bijkomende premie van 50 EUR aan de landbouwers worden toegekend.

**Art. 3.** § 1. Overeenkomstig artikel 128, § 1, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 legt de Minister de jaren vast waarvoor de rechten op de zoogkoeienpremie uit de reserve herverdeeld worden.

§ 2. Overeenkomstig artikel 128, § 3, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 bepaalt de Minister de categorieën landbouwers die rechten op de zoogkoeienpremie uit de reserve kunnen krijgen.

§ 3. Overeenkomstig artikel 108, § 4, van verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 deelt de minister het minimumpercentage van gebruik van de rechten op de zoogkoeienpremie mee.

**Art. 4.** § 1. Bij overdracht van een bedrijf aan een andere landbouwer wegens erfopvolging, krachtens een akte tot overdracht of verklaring van eigendom of vruchtgebruik van een onroerend goed, evenals een akte houdende huurovereenkomst, onderverhuur of afstand van huurovereenkomst en bij het samenleggen van bedrijven door twee of meerdere landbouwers kan de landbouwer die overeenkomstig artikel 5 de zoogkoeienpremie voor het lopende jaar nog niet heeft aangevraagd gelijktijdig al zijn rechten op de premie aan een andere landbouwer overdragen zonder inhouding voor de reserve.

§ 2. In toestanden ander dan die bedoeld in § 1 kan de landbouwer zijn rechten op de zoogkoeienpremie geheel of gedeeltelijk overdragen aan andere landbouwers, als volgende voorwaarden vervuld zijn :

1<sup>o</sup> de overdracht moet geschieden tussen landbouwers uit dezelfde zone;

2<sup>o</sup> de overdracht moet geschieden via het fonds voor de rechten op de zoogkoeienpremie.

§ 3. Bij een overdracht als bedoeld in § 2 wordt een door de Minister vastgesteld percentage van de over te dragen rechten voor de reserve ingehouden overeenkomstig artikel 127, § 1, van Verordening (EG) nr. 1782/2003.

§ 4. De Minister bepaalt de categorieën landbouwers die in aanmerking mogen komen voor de herverdeling van het fonds voor de rechten op de zoekkoeienpremie.

§ 5. De Minister bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de overdracht en de afstand als bedoeld in de § § 1 en 2.

**Art. 5.** De Minister bepaalt de modaliteiten voor de aanvraag en de toekenning van de zoekkoeienpremie.

HOOFDSTUK III. — *Algemene bepalingen*

**Art. 6.** Het Bestuur is belast met de uitbetaling van de premies alsmede met de terugvordering van de ten onrechte betaalde premies.

**Art. 7.** De overtredingen van dit besluit en diens uitvoeringsbesluiten worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De overtredingen van dit besluit en diens uitvoeringsbepalingen kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve geldboete overeenkomstig artikel 8 van de wet van 28 maart 1975. Als bevoegd ambtenaar voor het verrichten van de handelingen en het treffen van de beslissingen betreffende de administratieve geldboeten bedoeld in lid 1 wordt de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, de hem vervangende ambtenaar aangewezen.

**Art. 8.** elke overtreding betreffende het gebruik of het onwettelijk bezit van bij voormelde regelgeving niet toegelaten stoffen of producten in de veeartsenij, in de zin van artikel 140, § 1, van verordening (EG) nr. 1782/2003 wordt gestraft overeenkomstig artikel 129 van Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004.

In geval van niet-conformiteit van de verplichtingen, normen of vereisten van de randvoorwaarden of in geval van bepaalde onregelmatigheden op het gebied van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening worden de geldboetes toegepast overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot bepaling van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bepaald bij artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

**Art. 9.** Op straffe van verval moet elk beroep tegen een genomen beslissing op straffe van nietigheid bij aangetekend schrijven ingediend worden bij het bestuur binnen de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing.

De indiening van een beroep is van generlei invloed op de opschorting van een eventuele aanvraag tot terugbetaling van de ten onrechte betaalde bedragen.

**Art. 10.** De inspecteur-generaal van de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, de hem vervangende ambtenaar is gemachtigd om de uitgaven met betrekking tot de premies en de betalingen bedoeld bij dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

**Art. 11.** Het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 betreffende de zoekkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoekkoeien wordt opgeheven.

**Art. 12.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2007.

**Art. 13.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 oktober 2007

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4179

[2007/203134]

**27 MARS 2007. — Convention environnementale relative à l'exécution de l'obligation de reprise en matière d'huiles et graisses comestibles pouvant être utilisées lors de la friture de denrées alimentaires**

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets tel que modifié;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion;

Vu l'approbation en première lecture par le Gouvernement wallon du projet de convention environnementale le 18 mars 2004;

Vu la publication du projet de convention environnementale concernant l'exécution de l'obligation de reprise des huiles et graisses de friture usagées paru au *Moniteur belge* du 12 mai 2004, annoncée dans deux quotidiens d'expression française, un quotidien d'expression allemande ainsi que sur les sites Internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Énergie;

Considérant qu'il convient d'une part de responsabiliser progressivement les secteurs à l'origine de la production d'huiles et de graisses pouvant être usagées lors de la friture de denrées alimentaires, et d'autre part de favoriser le traitement écologiquement rationnel des huiles et graisses de friture usagées;